

L'impétueux Mouvement des Gilets Jaunes déstabilise l'offensive néolibérale de Macron - Essai d'analyse et de réflexion politique

dimanche 23 décembre 2018, par [LE MOAL Patrick](#) (Date de rédaction antérieure : 20 décembre 2018).

Nous vivons une situation inédite avec un mouvement social impétueux, inventif et incontrôlable. *In extremis*, nous fêtons enfin par les luites le 50^e anniversaire de Mai 68, avec cette mobilisation des Gilets Jaunes dont les caractéristiques montrent à quel point les conditions des luites de classe se sont modifiées au cours de ces 50 dernières années.

C'est un bouleversement, nous sommes entrés dans le 21^e siècle !

Ce mouvement d'ampleur nationale, initié par aucun parti, aucun syndicat, construit à partir des réseaux sociaux, a déstabilisé par sa détermination le rouleau compresseur néolibéral de la start up Macron.

Parti de la signature d'une pétition, il s'est répandu comme une traînée de poudre au niveau national avec un soutien massif de la population : rien à voir avec un patient travail de mobilisation, même informel par des organisations de mouvement social. Il n'a pas cessé depuis, se radicalisant très rapidement.

- À partir du 17 novembre sont apparus 2500 blocages de carrefours autour de centaines de localités, tenus par au moins 300 000 « gilets jaunes.

- Le samedi 24 novembre, il y a eu entre 100 000 et 200 000 participant.e.s dans 1600 blocages, et au moins 8000 à Paris sur les Champs-Élysées.

- Le 29 novembre, un communiqué identifie une quarantaine de revendications auxquelles se réfère plus ou moins l'essentiel du mouvement.

- Le samedi 1^{er} décembre, la violence de la répression gouvernementale contre les manifestations provoque des affrontements majeurs dans une dizaine de villes et particulièrement à Paris. Le pouvoir a cru que les violences allaient affaiblir le mouvement. Il n'en a rien été : elles sont largement apparues comme légitimes, car elles répondent à l'intransigeance du pouvoir. Ces manifs ont constitué un tournant dans la situation, elles ont marqué un élargissement et un approfondissement du mouvement des Gilets jaunes qui a ouvert une crise politique majeure, née de la division de ceux d'en haut du fait de leur incapacité à avoir une prise sur la situation, à faire accepter leur politique.

- Le 5 décembre, la hausse des taxes sur les carburants est annulée, tout simplement. Mais cette réaction du pouvoir politique est trop tardive. Quand la crise politique est venue, ce qui apparaissait un recul énorme trois semaines avant est dépassé.

- Le 8 décembre, Macron mobilise 85 000 policiers avec un arsenal militaire et notamment des blindés, fait procéder à plus de 2000 arrestations. Cela n'empêche pas les manifestations dans les rues de Paris et de la plupart des villes de province. Le ministère de l'Intérieur annonce 125 000 personnes, d'autres chiffres beaucoup plus, allant même jusqu'à 500 000 participant-e-s. À nouveau des affrontements se sont multipliés sans que la mobilisation faiblisse.

- Au lendemain de cette journée, Macron fait semblant de céder, sans rien changer sur sa politique du « Robin des bois à l'envers ». Alors qu'il vient de transformer les 20 milliards du CICE, (cadeau fiscal de Hollande aux patrons) en 20 milliards d'exonérations définitives des cotisations pour les employeurs, c'est-à-dire la ponction de 20 milliards sur les plus pauvres pour être redistribués aux plus riches, il fait des annonces qui seront toutes financées par l'impôt, sans jamais demander quoi que ce soit de plus aux plus riches et aux patrons. L'idée c'est « je te fais un cadeau, mais c'est toi qui paies ». La volonté n'est pas de donner satisfaction aux GJ, elle est de colmater les brèches du côté des possédants et des gouvernants.

- 100 € de plus par mois pour les salarié.es rémunéré.es au du SMIC, « sans qu'il n'en coûte rien à leur employeur ». Il n'y a pas grand-chose de nouveau. Au 1^{er} janvier 2019, le SMIC [\[1\]](#) aurait de toute façon été revalorisé de 20 euros en application de la loi. S'ajouteront à cela 20 euros de baisse de charges salariales et le coup de pouce de 50 % de la prime d'activité auquel Macron s'était engagé pendant la campagne. Elle était prévue par vagues successives de 20 € par an sur le quinquennat, elle est payée en une fois : qu'on n'y revienne pas !

- une prime de fin d'année dans les entreprises ... au choix des patrons ;

- le retour des Heures supplémentaires défiscalisées

- annulation de la hausse de la CSG jusqu'à 2000 € de retraite

Mais pas de recul sur l'ISF, rien sur l'injustice fiscale et rien sur la transition écologique !

Il annonce également une grande consultation écologique et sociale, sur les institutions (envisageant la possibilité de prise en compte du vote blanc), la fiscalité, la vie quotidienne face au « changement climatique », l'organisation de l'Etat, l'identité profonde de la Nation et immigration, pour essayer de répondre aux demandes de démocratie.

Ces reculs très partiels arrivent après le renforcement et la politisation du mouvement de contestation, qui a pris une dynamique qui n'est pas près de se terminer.

Si les socialistes et la France insoumise attaquent toujours le gouvernement sur la justice fiscale et sociale, la droite classique, celle des partis, mais aussi une partie de celle qui a manifesté, souhaite la fin du mouvement. Marine Le Pen appelle à de nouvelles baisses de taxes, à une nouvelle politique antimondialiste et anti-immigration, mais se garde de parler de hausses de salaire et défend une révolution par les urnes !

- Samedi 15 décembre, l' « acte V » du mouvement a été de moitié moins fort que le week-end précédent. Plusieurs raisons l'expliquent, la répression des 1^{er} et 8 décembre, les annonces de Macron suivies des appels à la pause, l'effet union nationale contre l'attentat de Strasbourg... malgré tout, le mouvement a continué. Il y a une telle haine contre le gouvernement que quoiqu'il se passe il en est responsable aux yeux des éléments les plus radicaux et cela justifie leur volonté de

continuer.

Enfin les très importantes augmentations de salaire [2] donnés aux policiers quelques jours après ces annonces, qui appariassent comme une véritable provocation, montrent la fragilité du gouvernement face à cette mobilisation : il lui fallait calmer la grogne de ce côté pour s'assurer la fidélité des forces répressives, quitte à prendre le risque que tou.te.s les autres salarié.e.s disent « pourquoi pas nous ? ».

Pour la première fois depuis 2006 et la victoire contre le CPE, après les défaites cumulées notamment depuis la bataille de 2010 sur les retraites jusqu'à celle sur les lois Travail ou la SNCF, un mouvement social est parvenu à obliger le gouvernement à reculer.

La dynamique de ce mouvement a suivi son cours sans que les organisations politiques et syndicales n'aient un rôle sur l'évolution du rapport de force. Même si ici et là des jonctions se sont produites, elles n'ont pas joué un rôle dans son évolution : c'est le mouvement par lui-même dans son affrontement avec le pouvoir qui a modifié le rapport des forces.

« Notre obéissance politique se nourrit pour l'essentiel de la conviction de l'inutilité d'une révolte : « à quoi bon ? » Et puis vient le moment, imprévisible, incalculable, de la taxe « de trop », de la mesure inacceptable. Ces moments de sursaut sont trop profondément historiques pour pouvoir être prévisibles. Ce sont des moments de renversement des peurs. S'y inventent de nouvelles solidarités, s'y expérimentent des joies politiques dont on avait perdu le goût et la découverte qu'on peut désobéir ensemble. C'est une promesse fragile qui peut se retourner en son contraire. Mais on ne fait pas la leçon à celui qui, avec son corps, avec son temps, avec ses cris, proclame qu'une autre politique est possible. »

(Frédéric Gros Philosophe « On voudrait une colère, mais polie, bien élevée » *Libération* du 6 décembre 2018)

► Le mouvement des Gilets jaunes est la réaction d'une partie des classes populaires à quatre décennies d'offensive néolibérale, qui ont amplifié et approfondi les inégalités sociales.

Macron avait bénéficié du discrédit des partis politiques ayant conduit les politiques responsables de la situation pour se faire élire. Le projet macroniste de politiques ultralibérales conduites dans le cadre d'un régime politique autoritaire bute aujourd'hui sur un obstacle de taille : la réaction de celles et ceux d'en bas qui se retournent contre lui !

Il a mis en œuvre une politique de rupture qui amplifie la politique néolibérale des gouvernements antérieurs, mais au pas de course : il faut imposer en même temps toutes les réformes libérales ultrasensibles [3] trop longtemps différées en utilisant les institutions du « coup d'État permanent », pour reprendre une formule de Laurent Mauduit : « à la boulimie libérale répond l'anorexie démocratique » [4].

Ce représentant des cercles oligarchiques, entouré d'un personnel politique de son monde, à son image, ne perd pas de temps avec la négociation sociale. Il use avec ostentation des pouvoirs exorbitants des institutions monarchiques de la V^e République. Pour cette oligarchie, la démocratie est une perte de temps, des concertations sont imaginables à l'extrême rigueur, mais surtout pas des négociations.

Il fait tout cela en assumant et scénarisant son mépris des modestes, de ces ouvrières de Gad qui sont « pour beaucoup des illettrées » ; de ces ouvriers de qui n'ont pas compris que « la meilleure

façon de se payer un costard, c'est de travailler » ; de ces « gens qui ne sont rien », de ces fainéants qui ne veulent pas traverser la rue pour trouver du boulot, le pognon de dingue des aides sociales... tout en multipliant les cadeaux aux plus riches et aux grandes entreprises. Sans parler de ce responsable du parti présidentiel [5] qui explique doctement qu'ils ont des problèmes parce qu'ils sont « trop intelligents, trop subtils », mais qu'ils s'expliquent mal !

Macron a passé son temps à expliquer qu'il fallait chérir les « premiers de cordée », et que la première des priorités était d'accorder des baisses d'impôts aux plus hauts patrimoines, à commencer par la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) [6]. Inévitablement, toutes celles et tous ceux qui ne sont pas les « premiers de cordée » ont été humilié.e.s par ce discours.

Il l'a fait en outre en recourant à la violence policière. D'abord en généralisant les mesures issues de l'état d'urgence. Et en réprimant toutes les expressions politiques et sociales : en ont été les victimes notamment les migrant.e.s, les étudiant.e.s, les zadistes de NDDL. Maintenant, ce sont les gilets jaunes qui la subissent.

Finalement il y a un phénomène d'accumulation de la colère sociale.

Ces derniers mois, après la colère des cheminots, il y a eu celle, plus diffuse, mais très forte, des retraités, à cause de la ponction de la CSG sur des retraités désindexés. Et puis, parmi toutes ces mesures, la poursuite de la hausse de la taxe sur les produits pétroliers qui a constitué l'étincelle.

Ce mouvement des gilets jaunes est un point de bascule : d'un seul coup, toute la politique antisociale de ce gouvernement est condamnée, alors que le pays semblait amorphe, anesthésié.

Quel que soit le dénouement de la crise, Emmanuel Macron ne pourra pas achever son quinquennat comme il l'a commencé, dans la folle farandole des réformes : le gouvernement ne sera plus dans la même situation pour mettre en œuvre les réformes en préparation sur les retraites et le chômage. Il est dans une situation encore plus difficile pour imposer le consentement de l'ordre existant.

► Les colères rentrées contre ces inégalités, les souffrances quotidiennes s'expriment enfin par la mobilisation dans un mouvement qui sort des schémas d'analyse du mouvement ouvrier du 20^e siècle pour lesquels tout y est déconcertant.

Nous entrons dans une période où les formes des luttes de classes ne passant plus par le formatage d'organisations structurées qui masquaient les diversités de la réalité, les mouvements sociaux de fond ne peuvent qu'être complexes, hétérogènes, pétris de contradictions, qui nécessitent d'analyser les acteurs et actrices, les modes d'action, les revendications, pour en comprendre les dynamiques et pour que les militants de l'auto émancipation puissent agir pour la politisation, le renforcement et l'efficacité contre le pouvoir capitaliste de ces mobilisations.

► Ce sont elles et eux, des précaires, des artisan.ne.s, des petit.e.s commerçant.e.s, des retraité.e.s, des micro-entrepreneurs/euses, des chômeurs/euses, des aides-soignantes, des ouvrières et des ouvriers, des employée.e.s qui constituent les Gilets jaunes (GJ). Selon une enquête partielle citée par le journal *Le Monde*, l'âge moyen est de 45 ans [7]. Près de la moitié sont des femmes. Ce ne sont pas les milieux les plus défavorisés, mais des milieux modestes qui possèdent pour la plupart une voiture, et sont issu.e.s des quartiers populaires des métropoles et des déserts ruraux et périurbains.

Pour bon nombre, ils/elles ont essayé de s'en sortir par le travail, quitte à devenir artisan ou auto entrepreneur, ont cherché à avoir une maison convenable et pour cela se sont éloigné.e.s des villes. Ils et elles s'ajoutent aux habitant.e.s des petites villes oubliées par la métropolisation [8]. La

ségrégation spatiale les a reculés toujours plus loin, dans des quartiers, des villes plus ou moins proches des grandes agglomérations, des petites villes loin des métropoles, endroits privés de tout service public, de tout ce qui est nécessaire pour vivre correctement. Ils/elles ont beau travailler, dans des conditions de plus en plus difficiles, et ils/elles n'arrivent plus à joindre les deux bouts, à vivre décemment, dignement. Ils et elles vivent un déclassement, et en plus on se moque d'elles/eux !

Ils/elles prennent la parole, s'insurgent contre les inégalités craintes, contre les difficultés de leur vie quotidienne, contre le mépris et l'arrogance des dominants. Pour la moitié d'entre elles/eux c'est leur première mobilisation, car d'autres sont parfois d'ancien.ne.s ou toujours syndiqué.e.s., notamment parmi les retraité.e.s.

Selon l'enquête déjà citée « lorsque les répondants sont invités à se situer sur l'échelle gauche-droite. La réponse dominante consiste à se déclarer comme apolitique, ou « ni de droite ni de gauche » (33 %). En revanche, parmi ceux qui se positionnent, 15 % se situent à l'extrême gauche, contre 5,4 % à l'extrême droite ; 42,6 % se situent à gauche, 12,7 % à droite et, surtout, seulement 6 % au centre ».

C'est un mouvement social profond qui vient de la société réelle, d'une partie de la classe des exploité.e.s et des opprimé.e.s telle qu'elle est aujourd'hui en France. Une classe éclatée, précarisée, aux statuts divers. Pour l'essentiel celles et ceux qui sont dans cette mobilisation n'ont pas de contacts avec les organisations syndicales, la grève, la défense collective. Quand un ouvrier se fait auto-entrepreneur parce qu'il ne supporte plus la hiérarchie, ou parce qu'il ne trouve pas de boulot, il côtoie des artisans qui sont étranglés par les banques et les grands groupes, et toutes et tous habitent dans les mêmes quartiers, les mêmes zones, dans les mêmes conditions de relégation relative, d'abandon des services publics, dans la même galère.

Les gilets jaunes expriment une exaspération qui catalyse la colère diffuse contre un système fiscal et de redistribution inique, l'accumulation des attaques contre le pouvoir d'achat, les retraites au moment où s'accumulent les cadeaux faits aux riches, aux capitalistes. C'est aussi une mobilisation pour la dignité, l'exigence de respect, la justice sociale, la démocratie qui s'en prend au président des riches.

Cette exaspération populaire a un caractère de classe évident, ce qui explique sa popularité dans toutes les franges des classes populaires.

► Le point de départ du mouvement a été le refus d'une nouvelle augmentation de la taxe carbone sur les carburants injuste socialement et inefficace sur le plan écologique.

Ce qui contraint les travailleurs.euses à utiliser leur voiture est bien supérieur aux incitations fiscales à ne pas les utiliser : le coût du logement dans les villes, la disparition dans les campagnes et les banlieues des services publics, des trains de proximité.... le tout-voiture est imposé par le capitalisme qui structure le temps et le territoire.

Tous les jours 17 millions de personnes (2/3 des actifs) vont travailler hors de leur commune de résidence, 14 millions d'entre elles sont obligées d'utiliser leur véhicule personnel. Le coût du carburant (le diesel a augmenté de 23% en un an) est donc une préoccupation majeure pour la grande majorité des salarié.e.s, de celles et ceux qui sont obligé.e.s de travailler pour vivre. Aujourd'hui la voiture diesel, tant vantée auparavant, qui dure longtemps est un marqueur de ces zones populaires : on comprend pourquoi cela a été le déclencheur.

Les gouvernants expliquent qu'il faut accepter l'augmentation du coût des carburants afin de

contribuer à la lutte contre le changement climatique et afin de rembourser la dette.

Ce discours ne passe pas, ne convainc pas.

Pourquoi ? Parce que la grande majorité se rend parfaitement compte que le gouvernement ne lutte pas efficacement contre le changement climatique : pas de taxe sur le kérosène, pas de taxe sur les bénéfices des multinationales pétrolières, pas d'alternatives à la voiture, mais au contraire moins de trains et une augmentation du prix des billets, etc...Ce n'est pas en taxant les carburants qu'on limite leur consommation, la pollution et qu'on lutte contre le bouleversement climatique, c'est en permettant à la population de se déplacer autrement qu'en voiture individuelle. Cela suppose un tout autre aménagement du territoire, un autre rapport entre les villes et les campagnes...

Ce n'est pas aux exploité.e.s et aux opprimé.e.es de payer pour la pollution des particules fines, et le changement climatique dont ils.elles sont les premières victimes et dont les seuls responsables sont les constructeurs automobiles, l'industrie pétrolière et leurs complices au gouvernement.

Le caractère antifiscaliste qui semblait dominer au départ et les tentatives d'instrumentalisation de l'extrême droite et de la droite extrême ont été relativisés par la dynamique propre du mouvement, qui s'est considérablement élargi : les taxes sur l'essence n'étaient que « la goutte d'eau qui fait déborder le vase ».

Le point de départ a donc vite été dépassé par l'élaboration d'un cahier de revendications, allant bien au-delà de la dénonciation de l'injustice fiscale, du refus des mesures gouvernementales, avançant des exigences offensives.

Sans ignorer certaines revendications à connotations réactionnaires comme la revendication d'expulser les réfugié.e.s débouté.e.s de leur demande d'asile, au nom de la volonté d'un accueil « digne », mais qui rappellent certains débats au sein de la « gauche »....

Sans oublier qu'il y a dans les rangs de ce mouvement des gens qui ont des préjugés ou des points de vue inquiétants pouvant les attirer vers l'extrême droite, quand ce ne sont pas des militants d'extrême droite....

Sans oublier certains graves dérapages homophobes ou racistes....

... si ces problèmes existent, ils restent globalement marginaux, ne modifient pas le sens général du mouvement, qui, comme tout ce qui est vivant, est divers et tirillé par des contradictions. Est-on bien certain qu'il n'y a pas des remarques racistes dans des grèves animées par la CGT ou SUD ?

« Comme toute mobilisation populaire, elle brasse la France telle qu'elle est, dans sa diversité et sa pluralité, avec ses misères et ses grandeurs, ses solidarités et ses préjugés, ses espoirs et ses aigreurs. » (Edwy Plenel)

Ce qui est déterminant, c'est que les membres du mouvement des gilets jaunes ne supportent plus les réformes fiscales du gouvernement, notamment la symbolique suppression de l'ISF, qui permettent aux 1% les plus riches de voir leurs revenus grimper de 6% en 2019, les 0,4% les plus riches verront leur pouvoir d'achat augmenter de 28300€, les 0,1% les plus riches de 86290€. Alors que les 20% les moins riches verront leurs revenus baisser, avec l'absence d'augmentation des prestations sociales, la réforme des allocations logement, la baisse des retraites.

Ce constat que l'impôt sert à enrichir la petite caste des ultra-riches, le refus de l'injustice a provoqué une évolution vers une contestation sociale des riches qui ne payent pas d'impôts sur la fortune, vers l'exigence d'une augmentation du SMIC et des retraites,

contre les injustices sociales.

Mais à aucun moment ne sont visés les capitalistes : ce mouvement n'attaque pas les patrons et l'exploitation capitaliste. Il attaque les politiques, le gouvernement, le président qui ne fait pas respecter une forme d'égalité des tous devant l'impôt. Il défend le partage des richesses par la fiscalité.

Comme l'écrit très justement Samuel Hayat [9] : »Leur liste de revendications sociales est la formulation de principes économiques essentiellement moraux : il est impératif que les plus fragiles (SDF, handicapés...) soient protégés, que les travailleurs soient correctement rémunérés, que la solidarité fonctionne, que les services publics soient assurés, que les fraudeurs fiscaux soient punis, et que chacun contribue selon ses moyens, ce que résume parfaitement cette formule « Que les GROS payent GROS et que les petits payent petit ». Cet appel à ce qui peut sembler être du bon sens populaire ne va pas de soi : il s'agit de dire que contre la glorification utilitariste de la politique de l'offre et de la théorie du ruissellement chers aux élites dirigeantes (donner plus à ceux qui ont plus, « aux premiers de cordée », pour attirer les capitaux), l'économie réelle doit être fondée sur des principes moraux. Là est sûrement ce qui donne sa force au mouvement, et son soutien massif dans la population : il articule, sous forme de revendications sociales, des principes d'économie morale que le pouvoir actuel n'a eu de cesse d'attaquer de manière explicite, voire en s'en enorgueillissant. Dès lors, la cohérence du mouvement se comprend mieux, tout comme le fait qu'il ait pu se passer d'organisations centralisées »

En effet il ne faut pas réduire les aspirations populaires à des revendications purement matérielles, même si elles sont bien présentes.

La révolte vise également le refus de l'arbitraire étatique, le déni de démocratie. Il s'agit là d'un moteur très fort de la mobilisation, les revendications matérielles cherchant à traduire ce refus de l'injustice en chiffres. Il y a dans la vitesse et la profondeur de la mobilisation l'expression d'une émotion profonde, bien loin des revendications raisonnées. Elles et ils en ont « ras le bol » du mépris des puissants, ne supportent plus l'humiliation que leur fait vivre la société, et particulièrement le président qui par son exercice du pouvoir plein de morgue et mépris, incarne une politique de l'inégalité, d'un monde où il y a des supérieurs et des inférieurs.

C'est pourquoi il y a cette focalisation contre Macron vécu comme le président des riches, des très riches, et a pour conséquence que l'exigence de son départ, de sa démission unifie le mouvement.

Ils et elles nous disent que la démocratie ne se résume pas au droit de vote, avec une exigence de démocratie réelle et de contrôle. Le mouvement est celui d'un peuple qui se construit, dans la colère contre l'injustice, dans la haine des dominants, dans l'empathie envers les dominés.

Globalement le moteur de la mobilisation est le cœur des combats émancipateurs : l'exigence d'égalité et de démocratie.

C'est pour cette raison fondamentale que la droite parlementaire est de plus en plus distante avec le mouvement, car cette évolution est contradictoire avec ce qu'elle défend, même si de manière politicienne elle pouvait dans un premier temps essayer de l'appuyer pour attaquer Macron.

Évidemment son avenir politique dépendra largement de sa capacité à s'ouvrir aux différentes causes d'une égalité pour toutes pour unifier celles et ceux d'en bas.

► Les gilets jaunes, comme tout surgissement spontané du peuple, traduisent un mouvement profond dans les classes populaires. Ce mouvement déborde les organisations installées, il s'invente au jour le jour, dans une création politique permanente.

Ce mouvement a heurté de plein fouet le gouvernement, mais aussi les responsables syndicaux et politiques ! Le contraste a été saisissant entre son extension dans les classes populaires, la large sympathie, notamment dans les entreprises, le soutien massif de la population et la caricature qui en a été faite dans beaucoup de cercles de gauche décrivant la main du patronat du transport routier et celle de l'extrême droite.

Pourtant, les syndicats patronaux du transport routier ont condamné les blocages.

Pourtant la plupart des organisateurs des gilets jaunes ont clairement tenu à marquer leur distance avec ce soutien encombrant de Dupont Aignan, et de Marine Le Pen qui a manifesté son soutien, tout en désavouant les blocages des routes...

Si des responsables de la France insoumise, comme JL Mélenchon ou François Ruffin, tout comme Olivier Besancenot dans plusieurs interventions télévisées ont tenu à marquer leur soutien au mouvement, toutes les grandes organisations syndicales, non seulement la CFDT et FO, mais aussi la CGT et Solidaires ont refusé de soutenir les manifestations.

Sur le terrain, un certain nombre de structures syndicales, de militant-e-s n'ont pas hésité à apporter leur soutien et à appeler à participer aux actions des gilets jaunes : il a en été ainsi notamment de la CGT métallurgie, de Sud industrie, de FO Transports notamment, de plusieurs appels unitaires départementaux qui ont avancé une plate-forme revendicative pour les augmentations de salaire, contre la fiscalité indirecte qui frappent les classes populaires et pour une fiscalité des revenus progressive.

L'absence de réaction unitaire des organisations syndicales à la répression violente, aux arrestations, à la suite des journées des 1 et 8 décembre, par exemple sous la forme d'une journée de grève de 24h00, avec des manifestations dans toute la France est un rendez-vous manqué. Et c'est particulièrement grave que ces organisations ne se soient pas données le moyen de soutenir d'une manière ou d'une autre des membres des classes populaires en lutte.

Il y a là un constat de faillite d'un mouvement syndical qui a bien du mal à montrer son efficacité dans les secteurs où il est relativement fort, mais en plus est incapable de jouer un rôle dans le rapport de forces quand le pouvoir est en difficulté. Le corporatisme face à l'offensive sur tous les aspects du travail et l'intégration dans un rôle d'accompagnement des contre-réformes néolibérales ont déplacé le rôle des grandes organisations syndicales.

C'est pour cette raison que le mouvement a provoqué un débat ouvert dans la CGT suite au communiqué confédéral acceptant avec les autres confédérations (à l'exception de Solidaires) d'accepter de rencontrer le gouvernement au plus fort de la mobilisation, ce qui ne peut apparaître que comme un désaveu des GJ. Un certain nombre de fédérations et d'union départementales ont demandé la convocation de l'instance de décision de la CGT pour désavouer cette prise de position.

C'est quand même un événement d'importance : alors qu'une partie des classes populaires que le syndicalisme est censé représenter et défendre se met en mouvement, non seulement le mouvement syndical officiel ne s'y implique pas, mais en outre aide le gouvernement à trouver une porte de sortie dans la crise. Ce n'est pas le syndicalisme qui influe sur le mouvement des gilets jaunes, c'est l'inverse : le mouvement crée un débat, peut-être une crise au sein de la CGT !

Le mouvement des GJ a eu un effet d'entraînement dans la jeunesse lycéenne qui dans la foulée a commencé à se mobiliser contre les réformes accentuant la sélection sociale.

Il a provoqué une évolution positive dans les mobilisations pour le Climat en faisant avancer la jonction justice climatique/justice sociale.

Par contre jusqu'à présent, alors même que la salarié.e.s soutiennent massivement le mouvement, il n'y a pas pour le moment de contagion sous forme de grève sur le thème, profitons-en, même dans les entreprises ou des sections syndicales et /ou des militant.e.s radicaux/ales ont cherché à mobiliser en ce sens.

► L'existence des « gilets jaunes » est aussi le produit d'une succession d'échecs du mouvement social.

Nous, militant.e.s et responsables de la gauche politique, syndicale et associative n'avons pas été capables de nous refonder sur les plans politique, organisationnel, idéologique, après la guerre froide, face à l'offensive néolibérale, à la mondialisation financière et au refus de tout compromis social par les classes dirigeantes. A partir de la fin du 19^e siècle, le mouvement ouvrier organisé dans ses diverses formes a été la force qui cristallisait les mécontentements sociaux et leur donnait un sens, un imaginaire d'émancipation. La puissance du néolibéralisme, la disparition des états « dits socialistes » et l'échec des autres réponses à visée progressiste ont progressivement affaibli son influence dans la société en ne lui laissant qu'une fonction d'accompagnement des régressions.

Dans la période keynésienne des trente glorieuses, le conflit entre les capitalistes et la classe ouvrière était une forme de lien au sein de la société : les dominants acceptaient la présence de l'autre et étaient disposés à négocier sous la pression constante une place, la moins grande possible, à ce mouvement ouvrier, par ses organisations, la sécurité sociale, la gestion des retraites, de la formation professionnelle, etc...

Pour les néolibéraux, il n'y a pas de société, comme le disait Thatcher, il y a les individus et le marché, le tout organisé par l'état qui règle la concurrence et interdit tout débordement de celles et ceux d'en bas, en étant de plus en plus répressif. Dans le même temps, la capacité de nuisance ouvrière a diminué à cause des politiques menées par les capitalistes au travers des restructurations économiques. Les groupes industriels sont de plus en plus gros et internationalisés avec des unités de production de plus en plus petites, dispersées par la sous-traitance et la précarité [10].

Il y eut une période lors de laquelle la puissance des manifestations du mouvement ouvrier montrait aux dominants la capacité de mobilisation d'une ampleur plus grande, leur faisait peur, car elle marquait le risque d'un autre niveau d'affrontement. Aujourd'hui bien des manifestations syndicales sont au contraire (y compris lorsqu'elles regroupent autant de monde) la marque de l'impuissance à faire plus. On manifeste parce qu'on ne peut pas faire moins, sans autre moyen de pression efficace. Le gouvernement, la bourgeoisie le savent, les manifestations monstres ont été incapables de faire plus que ... de permettre de compter les mécontent.e.s.

La nouveauté, la ténacité et les premiers succès des « gilets jaunes » éclairent cruellement les défaites des dernières années en France. Ils illustrent la décomposition des courants de gauche, si fiers de leur héritage et de leur singularité, depuis cinquante ans.

Cette apparition des Gilets jaunes, après celle des Nuits Debout, montre une extériorité du mouvement social organisé à l'égard de bien des parties des couches populaires dans laquelle ces organisations n'ont pas (plus) aucune implantation.

Comme la plupart de ces personnes ne sont pas salariées dans les secteurs et entreprises où les organisations sont présentes, elles n'entrent pas dans les schémas mentaux corporatistes, les dirigeants ont regardé ce mouvement avec méfiance, voire hostilité. Quand on travaille à la représentativité syndicale dans le troisième collège en pensant que c'est un enjeu majeur des luttes de toute la classe des exploité.e.s et des opprimé.e.s, on est à côté de la plaque. Déjà dans les secteurs où les organisations syndicales sont présentes, leur crédibilité est en berne. En témoigne la

diminution de la participation électorales aux élections professionnelles. Les cortèges de tête ont eux aussi exprimé d'une autre manière le refus du train-train syndical.

L'ailleurs de ces secteurs est aujourd'hui le plus nombreux ! Seul.e.s 34 % de salarié.e.s travaillent dans des entreprises de plus de 500 salarié.e.s, et une bonne part de celles/ceux-ci travaillent en fait dans des établissements de taille inférieure [11]. Par ailleurs les conditions de travail et de militantisme dans ces grandes entreprises n'en font plus des lieux privilégiés pour la maturation de « cadres organisateurs de la classe » comme nous le disions il y a 50 ans ! Si l'on ajoute à ces chiffres ceux des chômeurs/euses, des autoentrepreneurs, etc ... on voit bien que la part de la classe des exploité.e.s et des opprimé.e.s qui est en contact avec les organisations syndicales est de plus en plus limitée.

Ajoutons que les organisations politiques ne structurent plus les salarié.e.s sur les lieux de travail, et n'ont qu'une relation électorale avec les classes populaires, c'est-à-dire très distante !

C'est pour ces raisons que les mouvements des classes populaires qui explosent le font en dehors de ces anciens cadres. Le mouvement « Nuit Debout » a été considéré en son temps comme « un truc inutile d'intellectuels bavards ». Nuit Debout avait mobilisé d'autres couches sociales dans le même genre d'extériorité au mouvement ouvrier syndical, politique et associatif, cette fois là des couches jeunes urbaines, plus formées, plus à même de discuter et d'argumenter, qui ont espéré créer un rapport de force par l'occupation des places. Il y avait dans ces mouvements comme dans celui des GJ un dédagisme, un refus de toutes les organisations qui apparaissent comme inutiles, voire nuisibles, en tout cas pas adaptées à la situation, ne répondant pas aux besoins de celles et ceux d'en bas.

Cette extériorité touche aussi les associations existantes qui ne sont pas perçues comme représentantes naturelles de celles et ceux qui veulent agir. On l'a vu avec les appels citoyen.ne.s des mobilisations féministes et écologistes, même si sur ce terrain, la jonction a pu être envisagée entre les appels réseaux sociaux et les associations existantes.

► Ces secteurs des classes populaires cherchent à construire du collectif, à s'unifier hors de l'entreprise, et cela ne peut se produire nulle part ailleurs que dans cet espace public multiforme que sont les places pour Nuit Debout, et pour les GJ les ronds-points, les péages et les places des préfectures.

Ce qui est tout à fait inédit, c'est la dimension d'emblée *nationale* d'un mouvement spontané qui s'est développée simultanément partout, parfois avec des effectifs localement assez faibles. Entre 300 000 et 500 000 personnes est un score modeste comparé aux grandes manifestations syndicales. Mais ce total représente des milliers d'actions locales coordonnées.

Les réseaux sociaux ont permis de relier des individus qui ne se connaissent pas, de manière assez horizontale, égalitaire, si ce n'est l'effet des algorithmes desdits réseaux sociaux.

Mais les réseaux sociaux n'auraient jamais pu à eux seuls, donner une telle ampleur au mouvement des gilets jaunes.

Deux facteurs se sont coordonnés pour donner l'effet politique de masse.

D'abord les blocages des ronds-points : la quasi-totalité des 14 millions de personnes qui doivent utiliser leur voiture pour aller travailler a rencontré les GJ sur son trajet, a fait des signes, manifesté son appui. Celles et ceux qui étaient mobilisé.e.s étaient visibles, quasiment en permanence.

Le mouvement autour des ronds points s'est pour une large part construit autour des sociabilités

locales, anciennes ou quotidiennes, aux interconnaissances externes aux lieux de travail, les cafés, les associations, les clubs de sport, les immeubles, les quartiers, les gens qui vivent la même galère.

Ensuite la complémentarité entre les réseaux sociaux et les chaînes d'information continue qui ont donné à ce mouvement sa dimension d'emblée nationale. Les journalistes mettent constamment en avant ces « réseaux sociaux » pour masquer le rôle qu'ils jouent eux-mêmes dans la construction de l'action publique [12]. La classe dominante a intérêt à privilégier un mouvement présenté comme hostile aux syndicats et aux partis. La facilité avec laquelle ces leaders populaires s'expriment aujourd'hui devant les caméras est une conséquence d'une double démocratisation : l'élévation du niveau scolaire et la pénétration des techniques de communication audio-visuelle dans toutes les couches de la société [13].

En diffusant en boucle les propos des manifestants affirmant leur refus d'être « récupérés » par les syndicats et les partis, les professionnels des médias poursuivent leur propre combat pour s'installer comme les porte-parole légitimes des mouvements populaires. Ils cautionnent ainsi la politique libérale d'Emmanuel Macron qui vise à discréditer les structures collectives que se sont données les classes populaires.

Le travail de représentation du mouvement, qui le fait exister comme mouvement (« les Gilets jaunes »), est décentralisé, passe par les multiples groupes locaux. Les mouvements sociaux ont besoin de se donner une identité avec des symboles nouveaux : celui du GJ est le symbole d'une détresse sociale. Exprime-t-il celui d'être vu enfin, d'être visible ? En tous les cas son efficacité est une preuve d'intelligence collective et d'imagination populaire.

► Dans ce mouvement des « gilets jaunes », le lieu de travail n'est pas l'épicentre, ce sont les expériences de vie.

En étant omniprésents sur les flux de circulations essentiels, avec des moyens relativement limités, parfaitement mis en œuvre, ils ont instauré un niveau de crise politique rarement atteint en France durant ces dernières décennies.

La crise politique est née de la combinaison :

- d'une prolifération des petits regroupements, jusque dans des lieux habituellement sans vie politique, des pratiques de blocages, de perturbation des flux de circulation. L'effet politique de ces blocages, la relation avec la population, le maintien de la présence marquant la détermination, est plus important que l'effet économique : les points de blocages essentiels comme les dépôts de carburants n'ont pas tenu bien longtemps, tout comme ceux des centres commerciaux importants. Cette volonté de faire des blocages, de mener des actions directes rejoint le rejet des formes traditionnelles de manifestations, se situe dans le prolongement des actions de blocages menées ces dernières années par les secteurs sociaux combattifs.

- du recours à la manifestation non déclarée, non autorisée, non organisée, semi-spontanée de petits groupes mobiles venus d'ailleurs tournant à l'émeute dans les quartiers représentatifs de cette richesse indécente, notamment les quartiers ouest de Paris ou dans les centres urbains départementaux, régionaux, en ripostant aux forces de l'ordre avec un enthousiasme inédit malgré la répression, les arrestations, les nombreuses victimes, les mains arrachées, les visages tuméfiés. Notamment le 1^{er} décembre, le feu a pris au cœur du Paris bourgeois, le lieu du pouvoir national, qui n'avait jusqu'ici jamais été vraiment le théâtre de telles opérations.

► Etant donné la fragmentation de sa représentation, l'unité du mouvement est surprenante.

Unité dans l'action, solidarité face au gouvernement et à la répression, consensus apparent sur une série de revendications, et rythme du mouvement.

Quelles possibilités d'avancées dans ce mouvement hétérogène ?

En effet si le mouvement a créé une crise politique majeure, on est loin d'une inversion des dynamiques fondamentales de la période inscrites dans les rapports de forces mondiaux : sans perspective politique d'émancipation unificatrice, ce n'est pas possible.

Or il y a une différence entre la radicalisation de la frange la plus mobilisée et ce qui se passe au plan politique dans le reste de la population, on le voit dans les sondages électoraux actuels : la tendance lourde de la montée de l'extrême droite, des droites autoritaires, n'est pas inversée.

A ce niveau de développement, le mouvement a pris la bonne décision de ne pas accepter l'institution de soi-disant représentants nationaux chargés de négocier avec le gouvernement. Il a interdit à celui-ci de pouvoir faire pression sur ces représentants et l'a obligé à répondre à la pression qu'exerce mouvement dans son ensemble.

CF le texte des GJ Commercy [14]

« Ce n'est pas pour mieux comprendre notre colère et nos revendications que le gouvernement veut des « représentants » : c'est pour nous encadrer et nous enterrer ! Comme avec les directions syndicales, il cherche des intermédiaires, des gens avec qui il pourrait négocier. Sur qui il pourra mettre la pression pour apaiser l'éruption. Des gens qu'il pourra ensuite récupérer et pousser à diviser le mouvement pour l'enterrer. »

Mais cela ne peut être une réponse en tout temps : il faut discuter comment désigner de vrais représentant.e.s, ce qui n'est pas simple.

Les échanges par réseaux sociaux sont d'une efficacité redoutable pour l'action, aller sur tel rond point, se retrouver là. Ils ont permis la rencontre et l'action commune. Pourtant ils ont des limites dès lors qu'il s'agit de se construire plus structurellement, de s'auto-organiser, rien ne remplace les débats en face à face, de vive voix, l'échange collectif. Il peut y avoir des gens très actifs sur les ronds points et absents des réseaux sociaux et l'inverse, des personnes qui aiment agir et pas discuter.

Dans ces lieux communs que sont des austères ronds points et parkings de supermarchés s'est créée une solidarité énorme, avec des débats permanents et une élévation collective de la conscience de l'obstacle, de la nature des adversaires, leur volonté et du niveau d'affrontement nécessaire.

Il y a parfois des AG, des lieux de débats plus organisés. Tout ce qui va dans le sens du débat croisé démocratique, de la prise de décision en commun est positif. Il faut pour cela accepter qu'existent des options politiques, des courants de pensée qui ont pour avantage de structurer des propositions, des pouvoirs présenter des options, et pas seulement des individus dans un débat « libre et non faussé ».

Pour l'évolution politique du mouvement, il est indispensable de dépasser l'antipolitique en soi, comme si le peuple était homogène, sans division, qu'il lui suffisait de s'unifier.

On le voit, il y a des débats entre diverses options. *Une négociatrice, une option « dégagiste », une option électoraliste qui appelle à la formation d'un mouvement politique inédit à la mode 5 étoiles italien. La possibilité néo-fasciste traverse les trois options. Autant l'évolution dans l'affrontement a une dynamique anti Macron remettant en cause les choix capitalistes néolibéraux, mais la*

dynamique politique actuelle est telle que des mouvements de ce type peuvent faire naître des options contradictoires, nationalo identitaires : ne faisons pas comme si le mouvement pouvait régler spontanément ces débats... Il est en effet possible d'unifier le peuple derrière un chef, un bon politique, pas corrompu, ou encore dans le pire des cas un homme fort. Tout cela est bien loin d'un combat politique émancipateur.

De ce fait l'acceptation du débat politique démocratique, de la confrontation d'avis divergents, formalisés par des options différentes, l'acceptation des oppressions croisées, des intérêts différents, parfois même divergents, sont essentiels à une maturation politique.

Le débat actuel sur le Referendum d'Initiative Citoyenne qui est très populaire dans le mouvement des GJ met en évidence ces questions.

Penser que l'on va régler par référendum ce qu'une mobilisation de cette force n'a pas réglé est évidemment illusoire. Mais l'aspiration à une autre démocratie, au contrôle démocratique est positive. Peut-elle passer par la voie de ce type de référendum ? C'est tout à fait discutable.

Qui pose la question, qu'est-ce que chacun.e met derrière la question, comment une question complexe peut être posée simplement, comment respecter les minorités dans ces votes ... bien des sujets de débats ...

C'est une illusion ancienne que de penser que le fait que les classes populaires sont ultramajoritaires le vote leur permettra de résoudre leurs problèmes et d'attaquer le pouvoir du capital. La bourgeoisie et son appareil de domination idéologique ont transformé depuis longtemps le vote en un instrument qu'elles maîtrisent assez bien, même si certains aléas les mettent parfois en difficulté relative. Comment croire après le référendum sur le traité européen, depuis l'utilisation de ce type de referendum en Suisse que c'est par cette voie que l'on peut remettre en cause les choix néolibéraux et autoritaires qui structurent le monde aujourd'hui.

C'est positif que soient cherchées des réponses politiques vers plus de démocratie. Ce qui n'empêche que si ce type de référendum est une mesure qui permet des batailles politiques, elle ne permet pas de remettre en cause les choix essentiels des dominants.

► Comment modifier de manière favorable le rapport de forces pour une confrontation générale avec le pouvoir ?

Les quelques centaines de milliers de GJ soutenus par l'immense majorité de la population ont réussi à déstabiliser Macron et son gouvernement, mais il est clair que pour le faire céder, il faut mettre en mouvement les autres couches de la classe des exploité.e.s et des opprimé.e.s, qui si elles soutiennent ce mouvement, ne sont pas entrées dedans.

Tout ce qui a été fait pour les rencontres entre les GJ et les syndicalistes en lutte, les écologistes pour la lutte contre le réchauffement climatique, les lycéen.ne.s, vont dans le bon sens : l'unification de celles et ceux d'en bas.

Les millions de personnes qui soutiennent les GJ ne sont pas entrées en mouvement de manière plus active, c'est sur ce terrain qu'il faut partout où nous militons agir. Mais l'on constate que ce n'est pas si simple d'unifier toutes les colères, et surtout que cela ne pourra se faire sous une seule bannière, même celle des GJ qui a pourtant montré son efficacité.

Il est essentiel de conserver l'autonomie de ce mouvement, de comprendre qu'aujourd'hui personne n'est supérieur et que c'est toutes et tous ensemble que nous pouvons changer les choses. Mais pour cela il ne faut pas que certaines et certains s'estiment avoir une place supérieure : il faut toutes tous

se reconnaître et s'accepter avec nos différences pour s'unifier dans l'action.

Cette unité dans l'action de la classe des exploité.e.s et des opprimé.e.s ne pourra se faire que dans le métissage des formes d'organisations et de moyens d'action.

C'est autour de ce type de perspectives que peuvent se trouver les bases d'une recombinaison globale des secteurs du mouvement ouvrier qui se sont positionnés en soutien à ce mouvement. Car c'est dans la capacité de prendre en compte ces mobilisations, ces expériences, à peser dans les débats indispensables, que nous montrerons en quoi notre expérience, malgré ses limites, est essentielle pour apporter des réponses politiques globales, pour politiser les colères vers le pouvoir capitaliste en favorisant la démocratie et l'auto émancipation, à partir des mouvements sociaux réels au sein de nos sociétés.

► Cette nouvelle vague de mobilisations, ce mouvement des GJ montre à nouveau l'absence criante d'un mouvement politique, d'une organisation, d'un réseau militant qui structure dans l'action quotidienne les classes populaires autour d'un projet émancipateur.

Partir des mouvements réels, des collectifs en mouvements, pour repenser des formes d'organisation démocratiques ... telle est aujourd'hui plus que jamais la tâche des anticapitalistes, des révolutionnaires, de celles et ceux qui veulent changer ce vieux monde pourri.

Patrick Le Moal, le 20 décembre

P.-S.

• Ecrit pour la revue Viento Sur :
<https://www.vientosur.info/spip.php?article14459>

La première version de cette contribution à la réflexion a été modifiée et complétée à la suite de la discussion d'un séminaire de « Pour l'Emancipation politique et sociale ». Les formulations du texte n'engagent cependant que leur auteur.

Notes

[1] Actuellement de 1 184,93 € nets et touché par 1 655 millions de salariés

[2] En moyenne, les policiers toucheront au bout d'un an entre 120 euros et 150 euros nets supplémentaires par mois, selon leur grade.

[3] Démantèlement par ordonnances de pans entiers du code du travail et du droit du licenciement, gel des salaires, renforcement du contrôle des chômeurs, réforme de la retraite avec introduction d'un système par points, suppression des effectifs publics, hausse de la CSG pour les retraités, y compris les plus modestes... réforme de la formation professionnelle, remise en cause des obligations de service public de la SNCF et nouvelle réforme des retraites etc ...

[4] « Le crépuscule du macronisme, 5 décembre ». Disponible sur ESSF (article 47065), [Analyse : le macronisme de ses origines à son crépuscule](#).

[5] Gilles Le Gendre, président du groupe LREM à l'Assemblée nationale le 17 décembre dans Territoires d'info sur la chaîne Public Sénat.

[6] Alors que selon Thomas Picketty les grandes fortunes augmentent : « on observe depuis 1990 une hausse spectaculaire et continue du nombre et des montants des patrimoines déclarés à l'ISF. Cette évolution a eu lieu dans toutes les tranches de l'ISF, en particulier dans les plus élevées, où le nombre et le montant des patrimoines financiers ont progressé encore plus vite que les patrimoines immobiliers, qui ont eux-mêmes progressé beaucoup plus rapidement que le produit intérieur brut (PIB) et la masse salariale. Les baisses boursières de 2001 et 2008 ont certes temporairement calmé cette évolution, mais sitôt les crises passées les tendances longues ont repris leur cours »

[7] Un peu plus que l'âge moyen de la population française, qui est de 41,4 ans

[8] Là où l'emploi est de plus en plus rare, car 80 % des emplois créés le sont dans les 15 grosses métropoles.

[9] « Les Gilets jaunes, l'économie morale et le pouvoir » 5 décembre 2018. Disponible sur ESSF (article 47262), [Passé présent : Les Gilets Jaunes, l'économie morale et le pouvoir](#).

[10] Par exemple sur les chaînes de fabrication automobile, il n'est pas rare que la moitié des opérateurs soient intérimaires, et dans la plupart des secteurs, sous l'effet de l'automatisation et de la sous-traitance les secteurs de fabrication bloquant la production sont minoritaires...

[11] Autres chiffres significatifs de l'évolution du tissu économique : 1 % des entreprises concentrent 85 % de l'investissement, 1 % des entreprises concentrent 97 % des exportations (INSEE)

[12] Gérard Noiriel : « Une étude qui comparerait la façon dont les médias ont traité la lutte des cheminots au printemps dernier et celle des gilets jaunes serait très instructive. Aucune des journées d'action des cheminots n'a été suivie de façon continue et les téléspectateurs ont été abreuvés de témoignages d'usagers en colère contre les grévistes, alors qu'on a très peu entendu les automobilistes en colère contre les bloqueurs. »

[13] Cette compétence est niée par les élites, ce qui renforce le sentiment de « mépris » au sein des milieux populaires

[14] Voir sur ESSF (article 47048), [Appel à des assemblées populaires partout !](#).